



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 02/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GCA LOGISTICS Site II les Compas
ZI des Compas

76170 LILLEBONNE

Références : 20231129_VI_GCA Compas_Détection incendie
Code AIOT : 0005802678

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2023 dans l'établissement GCA LOGISTICS Site II les Compas implanté ZI des Compas 76170 LILLEBONNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GCA LOGISTICS Site II les Compas
- ZI des Compas 76170 LILLEBONNE
- Code AIOT dans GUN : 0005802678
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso :SSB
- IED : Non

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Détection incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle des détecteurs incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Report d'alarme et appel des secours	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
3	Contrôle de l'extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 10/10/2017, article 8.5.3	Sans objet
4	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/10/2017, article 8.3.2	Sans objet
5	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 10/10/2017, article 8.1.4	Sans objet
6	Stockage extérieur	Arrêté Préfectoral du 10/10/2017, article 1.5.1	Sans objet
7	État central de détection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'apporter les justificatifs de mise en conformité demandés en respectant les délais qui lui sont indiqués.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des détecteurs incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (... systèmes de détection ...) conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 24/11/2023, l'exploitant a transmis 2 rapports de vérification des installations de détection incendie, réalisés par la société DEF :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le 7 novembre 2022, - le 5 mai 2023. <p>On peut noter que, sur une année glissante, l'ensemble des détecteurs incendie du site est testé. Le rapport reprend la liste des détecteurs du site.</p> <p>L'organisme de contrôle indique une référence pour chaque détecteur. Cette référence est celle indiquée sur une étiquette présente devant chaque détecteur (constat réalisé par l'inspection par sondage).</p> <p>L'exploitant a également transmis un plan où sont représentés les détecteurs.</p> <p>Les deux rapports indiquent que les détecteurs sont conformes. Le rapport de novembre 2023 indique néanmoins que des batteries au niveau du local de charge ont dépassé le délai au-delà duquel elles doivent être changées. L'exploitant a indiqué que cette intervention a été réalisée par DEF lors de son contrôle du 20/11/2023.</p> <p><u>Demande 1 :</u> l'exploitant transmettra le rapport de vérification des détecteurs incendie du 20/11/2023 justifiant que les batteries ont bien été changées.</p>

Dans les deux rapports de vérification, sont listés les deux détecteurs de dihydrogène du local de charge mais ces derniers ne sont pas notés comme contrôlés. L'exploitant s'est engagé à les faire contrôler rapidement.

Demande 2 : l'exploitant justifiera le contrôle des détecteurs de dihydrogène.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Report d'alarme et appel des secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Risques accidentels, Report d'alarme

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

« Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Constats :

Les alarmes incendie et intrusion sont reportées vers la société de télésurveillance Chubb qui appelle la personne d'astreinte de GCA. Cette dernière vient faire la levée de doute en cas de détection incendie (Chubb fait la levée de doute en cas de détection intrusion).

L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie (date de la dernière version transmise à l'inspection : 04/05/2020) et de consignes d'évacuation du personnel.

Le site organise des exercices de défense incendie régulièrement. L'inspection a consulté les derniers compte-rendus d'exercice :

- le 18/09/2023 : scénario : chute de racks,
- le 13/07/2023 : scénario : départ de feu en cellule C,
- le 22/03/2023 : scénario : départ de feu au niveau d'un chariot élévateur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle de l'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2017, article 8.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'extinction automatique

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ([...] systèmes de détection et d'extinction, [...] conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Par mail du 24/11/2023, l'exploitant a transmis le compte-rendu APSAD Q1 suite au contrôle de l'installation d'extinction automatique datant du 13/09/2023 (par la société AAI). Ce compte-rendu relève :

- aucune non-conformité avec risque de mise en échec de l'installation,
- 2 non-conformités sans risque de mise en échec de l'installation,
- 2 observations.

L'exploitant a également transmis les bons d'intervention justifiant la levée d'une non-conformité et des 2 observations. La deuxième non-conformité était : « laisser les allées libres de stockage ». Le jour de la visite, l'inspection n'a pas constaté d'encombrement des allées de stockage.

<p>Il est également noté dans le corps du rapport « 10)11) Points hors-services : « feu poste 5 », « température local poste ». L'exploitant s'est engagé à interroger la société AAI sur le sens de cette remarque.</p> <p>Demande 3 : l'exploitant interrogera AAI sur la remarque concernant les « points hors services » inscrite dans le rapport de contrôle de septembre 2023 et fera la maintenance nécessaire à la levée de ce commentaire le cas échéant.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2017, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 24/11/2023, l'exploitant a transmis le compte-rendu APSAD Q18 suite au contrôle des installations électriques datant du 29/06/2023 (par la société Socotec). Ce compte-rendu conclut à l'absence de risque d'incendie et d'explosion.</p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques comprend 3 observations que l'exploitant justifie avoir levé par la transmission à l'inspection de 3 bons d'intervention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2017, article 8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a contrôlé l'état des stocks le jour de la visite et n'a constaté aucun dépassement des seuils imposés par l'arrêté préfectoral du 10/10/2017.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stockage extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2017, article 1.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, PAC
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance de la Préfète avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a montré un dossier de porter de connaissance, transmis ensuite par mail (le 05/12/2023) concernant la création d'une aire de stockage de palettes vides. Jusqu'à présent, l'emplacement du stockage extérieur de palettes vides n'était pas défini.</p> <p>Le dossier de PAC indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - cette aire de stockage de palettes vides est située à l'est du bâtiment ; - l'aire mesure environ 29 mètres de long (24 palettes) sur 2,4 mètres de large (2 palettes) ; <p>pour une hauteur de stockage de 3 mètres ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'implantation permet de maintenir la largeur minimale de 7 mètres pour la voie engins ;

- le stockage est implanté à plus de 10 m de l'entrepôt ;
- les flux thermiques ne sortent pas du site et n'atteignent pas le bâtiment.

Après examen du dossier, il ressort que les modifications envisagées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires significatifs pour l'environnement. Cette modification peut donc être considérée comme non substantielle au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Le jour de la visite, l'inspection a constaté que cette aire de stockage de palette était déjà délimitée et exploitée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : État central de détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (... systèmes de détection ...) conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Le jour de la visite, aucun voyant d'anomalie n'était allumé sur la centrale de détection incendie.

Type de suites proposées : Sans suite